

Jaurès et l'Extrême-Orient

La patrie, les colonies,
l'Internationale

Gilles Candar

Jaurès et l'Extrême-Orient

Gilles Candar

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Avant-propos	5
Introduction	7
Patriote et colonial	9
L'humanité	12
L'émergence d'un monde multipolaire ?	17
De l'Inde à l'Indochine	27
La révolution chinoise	39
Pluralisme culturel ?	45
Articles et discours de Jaurès	49
Pour la paix	49
La guerre russo-japonaise et l'alliance franco-russe	60
Civilisation	63
Le socialisme et les partis	70
La politique coloniale de la France	76
La politique extérieure de la France	86

Gilles Candar est professeur d'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans) et il préside la Société d'études jaurésiennes. Il coordonne l'édition des *Cœuvres de Jean Jaurès* aux éditions Fayard, dont le tome 2 *Le passage au socialisme 1889-1893* vient de paraître. Il est l'auteur avec Manuel Valls de *La gauche et le pouvoir. Juin 1906 : le débat Jaurès-Clemenceau* (Fondation Jean-Jaurès, août 2010) et il a dirigé *Jaurès, du Tarn à l'Internationale* (Fondation Jean-Jaurès, janvier 2011).

AVANT-PROPOS

Les quatorzième *Rendez-vous de l'histoire* de Blois (14-15-16 octobre 2011) ont pour thème l'Orient. La Fondation Jean-Jaurès et la Société d'études jaurésiennes désirent instituer un temps consacré à Jean Jaurès dans la programmation de cette manifestation annuelle. Le présent essai fera l'objet d'une conférence de son auteur le dimanche 16 octobre à 14 heures au château de Blois.

L'Orient est-il une catégorie jaurésienne ? Nous avons constaté que plusieurs travaux importants et parfois récents traitaient de Jaurès et l'Empire ottoman ou de Jaurès et les Arméniens, grâce notamment à Madeleine Rebérioux et

Vincent Duclert. Nous avons pensé qu'il serait de bonne méthode de traiter un aspect partiel, mais encore assez peu exploré, peu connu, et plus homogène que l'ensemble du thème proposé par les *Rendez-vous de l'histoire* : Jaurès et l'Extrême-Orient.

Cet essai et cette conférence constituent aussi un premier aperçu du travail entrepris en vue de la publication prochaine chez Fayard du tome 17 des *Œuvres de Jean Jaurès : le pluralisme culturel*, préparé par Jean-Numa Ducange et Marion Fontaine.

INTRODUCTION

Que sait de l'Extrême-Orient, quelles images peut s'en faire le jeune Jean Jaurès, élevé à Castres entre ville et campagne, dans une famille pauvre, mais d'origine et de traditions bourgeoises, à la fin du Second Empire et lors des débuts incertains de la III^{ème} République ? Peut-être en entend-il parler davantage que nous pourrions le penser, à l'école ou en famille... Après tout, les amiraux Charles et Benjamin Jaurès, cousins germains de son père et gloires de la famille, ont tous deux participé à des expéditions en mer de Chine et dans le Pacifique. Jean connut peu le cousin Charles, décédé en 1870, qui avait participé à une attaque contre Shanghai, mais davantage et de manière suivie Benjamin, longtemps actif, militairement, en Chine et Cochinchine, un des conquérants de Saigon, désormais

sénateur du Tarn. La guerre est un moyen de connaissance, il n'est pas sûr néanmoins que ce soit le meilleur chemin pour découvrir la valeur et l'intérêt de la société adverse. Mais c'est ainsi. Les chances sont nombreuses pour que les premières visions de l'Extrême-Orient par le futur fondateur de *L'Humanité* aient été celles d'un lieu de combats, d'un monde peut-être fascinant mais autre et hostile, avec lequel le conflit est un mode de relation naturel. Le jeune Jaurès mène des études brillantes, on le sait, il devient normalien et agrégé de philosophie. Sa culture reste pour autant profondément européenne. Il lit les auteurs français et les classiques, les Grecs et les Latins. Il rencontre peu d'étrangers, si ce n'est, dans la rue ou le train, des ouvriers belges, allemands ou italiens. Son premier voyage hors du territoire national semble avoir été... une visite à l'Alsace-Lorraine annexée, en 1886, alors qu'il est déjà député et âgé de vingt-six ou vingt-sept ans.

PATRIOTE ET COLONIAL

Docteur en philosophie ou jeune député, l'horizon culturel de Jaurès demeure profondément européen. Rien de comparable par exemple à Clemenceau, collectionneur d'art et curieux de tous les aspects des civilisations orientales, amateur de thés, de *dogū* et de *netsuke*, grand défenseur face à Jules Ferry des cultures hindoues ou chinoises. Ces mêmes années, dans la décennie 1880, Jaurès est résolument colonial et soutient la politique de Ferry avec des arguments que nous jugerions aujourd'hui plutôt simplistes. « Ces peuples sont des enfants », explique-t-il, dans les esprits desquels on peut juste faire entrer « quelques notions très simples de langue et d'histoire française, de commerce, de christianisme un peu vagues »¹. Lors du scrutin décisif du 24 décembre 1885, Jaurès soutient sans barguigner la politique coloniale, vote les crédits pour le Tonkin et polémique avec Clemenceau, parlant

1. Jean Jaurès, conférence pour l'Alliance française, 14 avril 1884, reprise dans *Les années de jeunesse 1859-1889*, t. 1 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2009, p. 443.

de « solution odieuse »² à propos de l'évacuation souhaitée par les plus intransigeants des radicaux. L'échec français de Lang Son, qui a servi de prétexte à la chute du gouvernement Ferry, n'est pour lui qu'un « ridicule incident » qu'il oppose aux « beaux coups d'audace de la rivière Minh » menés par l'amiral Courbet. Jaurès est fier, et il est fier des succès de son pays comme des mérites militaires de ses parents. Dans les polémiques qui précèdent son arrivée électorale à Carmaux, il sait indiquer au passage qu'« ils sont nombreux, parmi les miens, et depuis un demi-siècle, ceux qui ont porté ou qui portent la croix d'honneur pour avoir versé leur sang sur les champs de bataille ou exposé leur vie dans les mers lointaines »³.

Même dans ses chroniques littéraires, signées « Le Liseur », données quelques années plus tard à *La Dépêche de Toulouse*, il serait inutile de rechercher la moindre référence extra-européenne. Avec Chateaubriand et Loti, il lui arrive

2. Jean Jaurès, « Le vote du 24 décembre et la situation française », *L'Avenir du Tarn*, 30 décembre 1885, repris dans *Les années de jeunesse, op. cit.*, p. 454. Sur ce débat, cf. Gilles Manceron, 1885, *Le tournant colonial de la République*, Paris, La Découverte, 2007.

3. Jean Jaurès, « Conclusion », *La Dépêche*, 6 novembre 1890, repris dans *Le passage au socialisme 1889-1893*, t. 2 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2011, p. 571.

certes d'évoquer Jérusalem, mais il ne va pas au-delà. Et pourtant, Jaurès est devenu entre-temps socialiste. Il n'est plus seulement socialiste d'idées, par penchant social, démocratique et humanitaire ; il est socialiste en politique, partisan du regroupement et de l'action collective de tous ceux qui veulent une société socialiste, où serait collective la propriété des moyens de production et d'échange. Il a lu Marx, Fourier et Saint-Simon aussi, il reste l'admirateur passionné de la Révolution française, il s'intéresse à Babeuf qui disait « la terre n'est à personne, les fruits sont à tous ». Il participe à des congrès socialistes, son premier congrès international est celui de Londres, pendant l'été 1896. L'Internationale conduit-elle nécessairement à l'internationalisme ? On peut en discuter... Marx et Engels ont eu des mots très durs contre les peuples slaves, « déchets de peuple » disait Engels, fourriers de la contre-révolution. Guesde soutient les ouvriers blancs d'Amérique quand ils veulent empêcher l'immigration asiatique, non par principe raciste, mais parce que cela lui semble l'intérêt de la révolution sociale en raison de l'avance culturelle, et donc politique, prise par les Américains.

L'HUMANITÉ

Peu avant la fin du XIX^{ème} siècle, Jaurès prend pourtant en compte « l'ébranlement de l'Asie, l'entrée rapide de la Chine et du Japon dans le mouvement capitaliste »⁴. Là encore, ce n'est pas faire preuve d'une originalité absolue. Les craquements qui se produisent en Asie sont notés par l'ensemble de la presse et n'échappent pas aux commentateurs ou aux élites européennes. C'est même le moment où se popularise la notion de « péril jaune » mise en avant, semble-t-il, par le *kaiser* Guillaume II lui-même. Là où Jaurès commence à se distinguer, c'est d'abord par son sens profond et réel de l'humanité. Depuis l'affaire Dreyfus, il est devenu plus attentif à ce sentiment, qu'il ne réduit pas à un enjolivement de la doctrine socialiste, mais qui lui paraît essentiel. Il l'a exposé avec éloquence dans un article de la série *Les Preuves* publié par *La Petite République* et connu sous le titre « L'intérêt socialiste » : « nous pouvons, sans contredire nos principes et sans manquer à la lutte de

classes, écouter le cri de notre pitié ; nous pouvons dans le combat révolutionnaire garder des entrailles humaines ; nous ne sommes pas tenus, pour rester dans le socialisme, de nous enfuir hors de l'humanité »⁵. Certes, Jaurès est choqué par le récit des massacres qui se commettent au moment de la révolte des Boxers. Il ressent « l'horreur des abominables crimes, des tueries sauvages et lâches qui ensanglantent [...] les rues de Pékin »⁶, mais il ne pense pas que les Chinois soient seuls responsables de la situation, ni que cela donne aux Européens le droit de se conduire en dehors des principes humanitaires qu'ils ont l'habitude de professer. L'Asie n'est pas en dehors de l'humanité. Jaurès ne bouleverse pas pour autant sa vision du monde. Il aurait préféré « une lente infiltration, une pénétration prudente et sage du capitalisme européen »⁷... Nous pouvons même remarquer qu'en bon lecteur de Marx, il assimile parfois le développement du capitalisme à une avancée du socialisme, puisque les conditions d'avènement

5. Jean Jaurès, « L'intérêt socialiste », in *Les Preuves, La Petite République*, 10 août 1898, repris dans *L'affaire Dreyfus*, t. 6 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2001, p. 466.

6. Jean Jaurès, « Réponse », *La Dépêche*, 10 juillet 1900, repris dans Rémy Pech, *op. cit.*, p. 506-507.

7. *Ibidem*.

4. Jean Jaurès, « La France », *La Dépêche*, 29 avril 1897, repris dans Rémy Pech et alii, *Jaurès. L'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche*, Toulouse, Privat/*La Dépêche*, pp. 402-403.

de celui-ci s'en trouvent d'autant plus aisément avancées et préparées. Ainsi, une « Europe socialiste » aurait accompli la même tâche que celle qu'il aurait souhaité voir adoptée par le capitalisme européen : il aurait fallu procéder « discrètement » et habituer ainsi la Chine à « un système d'échanges où tous les peuples auraient trouvé leur compte »⁸.

Mais ce que Jaurès n'admet vraiment pas, d'abord et fondamentalement, c'est la brutalité, la barbarie agrémentée de bonne conscience des puissances européennes⁹. Il est révolté par les paroles de l'empereur Guillaume II qui appelle à un châtement sans précédent, à ne pas faire de prisonniers et donc, implicitement, à massacrer sans compter. Il le dit d'emblée, que ce soit à Paris dans *La Petite République* ou à Toulouse dans *La Dépêche*, il le répète sans cesse et les informations qu'il reçoit de l'expédition internationale commandée par le général baron von Waldersee ne font qu'ajouter à son indignation : « les

sauvages conseils d'extermination » donnés par Guillaume II ne sont pas pour lui seulement la manifestation d'un personnage fantasque et excessif, sur lequel la presse française n'est pas mécontente de laisser diplomatiquement transparente quelques réserves, ils « attestent que la conscience européenne peut subir de soudaines éclipses et participer à la barbarie qu'elle prétend châtier »¹⁰. Le bilan de l'expédition est détestable, Jaurès le dit et le répète, même des années après l'intervention. Elle a été « un grand crime », « tant d'atrocités » ont été commises dont Jaurès rend responsables, davantage encore que sur le moment, les puissances européennes elles-mêmes : « le mouvement national » chinois avait été provoqué « par les violences, les rapines et le prosélytisme fanatique de l'Europe » et « c'est pitié de transformer en gloire pour la France un des plus tristes épisodes de la vie de la France et de la vie de l'Europe »¹¹. Nous pouvons pour une fois commettre un léger péché d'anachronisme et parier que Jaurès n'aurait pas apprécié la grande production hollywoodienne des

8. *Ibidem*.

9. Sur Jaurès et la Chine, voir les travaux de Ma Shengli et, en français, son article, « Jaurès et la Chine », *Jean Jaurès, bulletin de la SEI*, n° 88, janvier-mars 1983, pp. 3-12, et aussi un mémoire de maîtrise de Josette Le Gal, *Le socialisme français et la Chine*, Paris VII, 1969.

10. Jean Jaurès, « L'Europe », *La Petite République*, 5 août 1900.

11. Jean Jaurès, « La patrie de M. de Mun », *L'Humanité*, 7 septembre 1905.

55 jours de Pékin (1963), en tout cas son contenu idéologique ! L'événement le taraude vraiment et à propos du Maroc, la comparaison lui revient à l'esprit : « [l'expédition] résultait d'une série de violences faites par les Européens au peuple chinois et [...] elle a été accompagnée de sauvageries abominables »¹². C'est donc en 1900 que se brise vraiment, avec un exemple concret, la confiance de Jaurès dans l'humanité des soldats européens, y compris français, puisqu'un détachement de notre pays y participait, d'ailleurs sous commandement allemand, ce que ne manquèrent pas de faire remarquer les socialistes aux nationalistes français. La fracture culturelle s'était produite avec l'affaire Dreyfus et le parti pris de préférer l'ordre à la justice, le respect de l'institution à l'innocence d'un individu, mais les massacres de Chine apportent un cas concret sur grande échelle qui montre à Jaurès que son pays pouvait avoir tort et qu'il fallait savoir lui préférer la cause de l'humanité elle-même.

12. Jean Jaurès, « Dans une impasse », *L'Humanité*, 26 avril 1907.

L'ÉMERGENCE D'UN MONDE MULTIPOLAIRE ?

Jaurès n'a certes pas découvert que le Japon engagé dans une voie de réformes, de modernisation et d'occidentalisation avec l'ère Meiji (1868), décidée par l'empereur Mutsuhito après sa prise du pouvoir, posait un problème particulier aux ambitions européennes. Son parti pris de sympathie à l'égard du Japon n'est pas surprenant. C'est celui de la Grande-Bretagne, voire des États-Unis d'Amérique, c'est-à-dire des puissances démocratiques et libérales, qui ne visent pas tant l'expansion territoriale ou la colonisation que l'influence économique et culturelle, l'ouverture du commerce et des échanges. C'est la politique anglo-saxonne traditionnelle, qui est aussi celle de la gauche française, qu'elle soit d'inspiration libérale, radicale ou socialiste. Mais Jaurès y apporte sa note personnelle, chaleureuse et humaine. Evoquant devant un public populaire, celui des militants et sympathisants socialistes réunis à l'occasion d'un congrès national à Saint-Etienne, la nouvelle force du Japon alors que commence sa guerre contre la Russie, Jaurès s'exprime avec autant de simplicité

que de netteté : « Pour nous socialistes, pour nous hommes, il n'y a ni opposition de races ni opposition de continents ; mais partout, sous les climats divers, avec des nuances diverses, des tempéraments physiques différents, partout la même humanité qui monte, qui grandit et qui a le droit de monter et de grandir »¹³. C'est le grand acquis des Lumières, de l'universalité humaine proclamée après la Révolution française à laquelle Jaurès reste si attaché, que ce soit avant ou après son adhésion au socialisme. Guillaume II représente l'antithèse presque parfaite de ce point de vue. Les analyses concrètes de Jaurès peuvent parfois sembler optimistes, lorsqu'il prévoit qu'il faudra bien des générations avant que la pacifique Chine soit en mesure de devenir une puissance guerrière ou que le péril économique d'une concurrence fondée sur des bas prix de fabrication, problème déjà posé dans le débat public français autour de 1900, sera conjuré par une montée parallèle des « exigences de la main-d'œuvre »¹⁴. Encore que, sur ce

13. Jean Jaurès, « La guerre russo-japonaise et l'alliance franco-russe », discours de Saint-Etienne, 13 février 1904, *La Tribune de Saint-Etienne*, 14 février 1904, repris dans *La Revue socialiste*, mars 1904, pp. 305-316.

14. *Ibidem*.

dernier point, il nuance aussitôt son point de vue en précisant qu'une éventuelle et encore potentielle concurrence industrielle japonaise ou chinoise est précisément un argument supplémentaire en faveur de la réduction des dépenses d'armement en Europe et d'une organisation pacifique du continent. Nous pourrions aussi nous inquiéter de le voir expliquer continûment que le Japon a été spolié en 1895 après sa victoire sur la Chine, qu'il avait conquis la Mandchourie, obtenue « par le droit de la force et de la victoire » et qu'il était donc en droit d'y porter une partie de son « excédent de population » et d'y « établir [son] influence »¹⁵. Comment concilier alors le droit du Japon et celui de la Chine ? Jaurès ne reviendrait-il pas aux passions agonistiques de sa jeunesse ? Il sent bien la difficulté et fait valoir aussitôt que la violence faite au Japon n'était pas admissible puisqu'hypocrite, effectuée au nom de l'intégrité de la Chine par la France, l'Allemagne et la Russie, alors que la Russie se préparait à faire main basse sur la Mandchourie avec au moins la complicité de la France, ce

15. Jean Jaurès, « Le programme socialiste, les organisations ouvrières et l'action internationale », discours de Levallois-Perret, 27 février 1904, *La Revue socialiste*, avril 1904, pp. 385-399.

qui se passa en effet quelques mois après, au cours de l'année 1896 et s'accrut dans les années suivantes. Néanmoins, à entendre ou à lire Jaurès, on sent bien qu'une difficulté est appelée à naître et à croître, en ce qui concerne les conditions d'harmonisation entre le libre développement du Japon et celui de la Chine.

Nous y reviendrons. En attendant, c'est à une rupture fondamentale avec l'eurocentrisme que Jaurès appelle. Il s'appuie sur la politique britannique pour expliquer que cela est possible, mais il va plus loin que les gouvernants de Londres, conservateurs ou libéraux, en expliquant que les Asiatiques, Chinois ou Japonais, ont droit à être considérés comme des « hommes qui pensent, qui travaillent, qui échangent »¹⁶, et qu'ils sont fondés à ne pas se résigner « à subir indéfiniment les violences d'une Europe qui abusait de leur apparente faiblesse »¹⁷. Non seulement Inde,

16. Jean Jaurès, « Le socialisme et les partis », discours de Limoges, 8 octobre 1905, publié par *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, 22 et 29 octobre 1905, pp. 38-46 et 54-58, repris dans *Œuvres de Jean Jaurès* (éd. Max Bonnafous), *La paix menacée 1903-1906*, Paris, Rieder, 1931, pp. 355-369.
17. *Ibidem*.

Chine et Japon font partie intégrante de la civilisation, mais ils peuvent avoir raison contre les puissances européennes. Souvent favorable à la diplomatie britannique, Jaurès est singulièrement éloigné des recommandations de Kipling : « mon pays, qu'il ait tort ou raison » ou encore le « il faut penser impérialement ». Il se retrouve assez logiquement avec le dramaturge socialiste George Bernard Shaw qui voulait au contraire « penser internationalement ». La guerre du Japon contre la Russie constitue d'ailleurs pour lui un double tournant : d'une part, c'est l'affirmation de la montée en puissance d'un pays non européen, encore plus manifeste avec les victoires remportées en 1904 et 1905 et le succès final contre le pays clef de voûte de la réaction européenne, qui passait jusqu'alors pour la plus forte puissance militaire du continent et disposait du chemin de fer transsibérien pour le transport des troupes. D'une certaine manière, c'est alors le Japon qui est pour lui le champion de la civilisation et la Russie celui de la barbarie, tout au moins d'un passé révolu et archaïque¹⁸.

18. Jean Jaurès, « Civilisation », *L'Humanité*, 30 mars 1905.

Mais c'est aussi le moment où le risque de guerre généralisée devient vraiment prégnant à ses yeux et où la nécessité de mener une lutte contre un danger de guerre européenne s'impose, avec le risque d'engrenage des alliances alors constituées (en 1904, la France aurait pu être entraînée avec la Russie contre le Japon allié de l'Angleterre). La guerre russo-japonaise semble être l'un des éléments qui déterminent Jaurès à une réorientation de la stratégie en 1904-1905 : rapprochement avec la gauche socialiste, constitution de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, nom officiel du Parti socialiste unifié), priorité aux questions sociales et internationales, prise de distance avec les radicaux et les socialistes indépendants, achèvement souhaité de l'action laïque et anticléricale avec le vote de la loi de séparation des Églises et de l'État. Quoi qu'il en soit, le statut de grande puissance est universellement reconnu au Japon par le traité de Portsmouth signé le 5 septembre 1905. La défaite russe, au fond souhaitée par l'ensemble du mouvement socialiste au-delà de la dénonciation unanime contre les horreurs de la guerre, est devenue une réalité effective. Depuis janvier,

la Russie est d'ailleurs entrée en révolution et une chute du tsarisme au profit d'un régime au moins libéral et démocratique peut être espérée. Nous nous retrouvons donc devant la possibilité d'une contradiction entre les intérêts chinois et ceux des Japonais.

Jaurès résout la contradiction en se référant à la politique du gouvernement britannique, qui s'avère dans ce cas précis corroborer d'ailleurs celle de l'administration américaine du président Theodore Roosevelt, très actif au même moment sur les questions d'arbitrage international : respect de l'intégrité territoriale de la Chine, politique de la porte ouverte accordée à tous par la Chine. « Non, s'exclame Jaurès, les peuples ne doivent pas dépecer la Chine pour s'en attribuer chacun un morceau. Ils doivent s'entendre pour que la Chine concède à tous les peuples de l'Europe, loyalement, les mêmes libertés et les mêmes facilités de commerce avec pleine sauvegarde de l'intégrité territoriale et politique de la Chine elle-même. »¹⁹ La liberté

19. Jean Jaurès, « Le socialisme et les partis », *op. cit.*.

du commerce, même organisée, suffit-elle à assurer la paix et l'harmonie du monde ? Ne risque-t-elle pas parfois de se heurter avec l'intégrité politique ? Vaste problème, débat ouvert dont il serait ridicule de croire qu'il échappait à Jaurès. Il faut donner toute son importance au moment et aux conditions dans lesquelles Jaurès s'exprime : une guerre meurtrière vient de s'achever, d'autres menacent. Il s'explique devant un public de militants et de sympathisants. Il va à l'essentiel et il essaie de dégager les voies principales qui apportent une chance d'espérer. L'espérance ultime, c'est sans doute « l'arrière-pensée » dont il parlera un jour devant la Chambre des députés, ce qui lui permet de vivre et de lutter, il rêve à une Orestie des nations²⁰... En attendant, il faut bien s'efforcer de trouver la moins mauvaise solution, chercher des équilibres provisoires et en tout cas prendre le parti de la paix, du compromis et des avancées partielles. Ses positions paraissent parfois modérées, mais comme l'écrit le chercheur chinois Ma

20. Dans une lettre à Henri Weil, 26 août 1908, publiée par Jean Jaurès, *bulletin de la SEJ*, n° 31, octobre-décembre 1968, pp. 10-11 et citée par Alain Chatriot, « Jaurès, et pourquoi pas ! », *Cahiers Jaurès* n° 200, avril-juin 2011, p. 10.

Shengli : « mieux vaut modéré que nul »²¹. Jaurès ressent bien lui-même les difficultés, et toute sa pédagogie consiste justement à éclairer ce « modéré » par l'espérance de l'avenir, d'aller à l'idéal et de comprendre le réel. Aussi achève-t-il son discours par une assez longue mais poignante évocation littéraire qui, derrière la force pathétique des images, permet de comprendre son état d'esprit lorsqu'il s'engage dans l'unité socialiste et la lutte contre la guerre.

« C'est déjà beaucoup, citoyens, que la guerre, avant de disparaître des faits, ait disparu de la conscience. C'est déjà beaucoup qu'elle soit condamnée par le cœur et par la raison avant d'être condamnée par les événements mêmes.

Il y a dans *L'Enfer* de Dante, dans cette partie de l'œuvre du grand poète florentin où il accumule toutes les images de désolation, il y a, citoyens, un ruisseau de sang qui coule dans un des cercles infernaux. Et dans ce ruisseau de sang, dans ce torrent de sang, des ombres humaines sont plongées

21. Ma Shengli, *op. cit.*, p. 12.

et noyées ; quelques-unes, péniblement, se haussent et leur bouche émerge au-dessus du flot sanglant. Mais, peu à peu, le flot de ce ruisseau s'épuise et baisse, et il y a un gué, les ombres humaines n'ont plus du sang que jusqu'à la hauteur des chevilles, leur cœur émerge, leur front émerge, leurs pieds seulement sont couverts du flot sanglant !

Eh bien, à l'heure où nous sommes, les pieds de la race humaine, les parties inférieures et basses de la race humaine sont encore couvertes par le flot de sang, par le flot de meurtre, mais déjà le cœur de l'homme, le front de l'homme, sa conscience, sa pensée émergent au-dessus du flot sanglant, et bientôt nous passerons le gué du fleuve de sang, du fleuve de meurtre. (*Applaudissements prolongés.*) »²²

DE L'INDE À L'INDOCHINE

Il a été jusqu'à présent peu question de l'Inde dans notre propos, mais ce n'est pas parce que sa situation dans un Orient jugé « extrême » par rapport à notre péninsule occidentale pourrait être géographiquement discutée. L'Inde est alors sous domination britannique et depuis la fin de la révolte des Cipayes (1857), une remise en cause de cette domination ne semble pas en mesure d'aboutir. La presse française en parle assez peu, encore que les journaux nationalistes ne soient pas mécontents de critiquer à l'occasion les pays voisins pour leur gestion des colonies, qui serait chargée de tous les maux à la différence de la colonisation française, présentée, elle, comme humaine, souple et adaptée... Pourtant, les milieux informés connaissent l'émergence d'un mouvement national en Inde. Il est surtout d'essence réformiste avec la fondation du Congrès national indien (1885), mais à partir de 1895 existe aussi un mouvement révolutionnaire qui ne se refuse pas à l'action violente et noue quelques connexions avec le mouvement socialiste

22. Jean Jaurès, « Le socialisme et les partis », *op. cit.*, p. 58.

européen²³. Les socialistes français établissent quelques contacts. Un collaborateur de Jaurès, Jean Longuet, rédacteur de politique internationale à *L'Humanité* et membre suppléant du Bureau socialiste international, en contact avec la *India House* de Londres, rencontre aussi bien le modéré docteur Khrisna, membre du Congrès national²⁴, que le plus révolutionnaire Hardayal, le premier biographe indien de Marx²⁵. Aux congrès de l'Internationale, à Amsterdam (1904), Stuttgart (1907) et Copenhague (1910), participent des personnalités invitées qui disposent d'un statut d'observateurs, peuvent intervenir devant le congrès et rencontrer les délégations étrangères : Naoroji en 1904, la citoyenne Cama en 1907, Khrisna en

23. Cf. Christophe Jaffrelot, « Inde, la révolution introuvable ? », in Hamit Bozarslan et alii, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011, pp. 121-165.

24. Cf. « Un socialiste Hindou », interview du docteur Khrisna par Jean Longuet, *L'Humanité*, 5 décembre 1909, repris par Georges Haupt et Madeleine Rebérioux (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967, pp. 367-369. Dans cet ouvrage pionnier, l'orthographe utilisée est Krishna (Hardayal de son côté est dénommé Aar Dalay) alors que Jean Chesnaux dans *L'Histoire générale du socialisme* (t. 2, Paris, PUF, 1974, p. 543) évoque un docteur Chandra. Dans notre ignorance, nous suivons l'orthographe initialement donnée par *L'Humanité*. Khrisna se présente dans l'interview comme diplômé en droit et philosophie par l'université de Bombay et dit avoir complété ses études en Occident.

25. Cf. Christophe Jaffrelot, *op. cit.*, p. 142.

1910²⁶. Mais enfin il faut bien constater que les relations demeurent exceptionnelles. D'une part, les groupes indiens regardent davantage du côté anglais lorsqu'ils espèrent une aide occidentale, de l'autre, l'absence en Inde de mouvement organisé se réclamant du socialisme ne facilite pas l'établissement de liens réguliers et suivis²⁷. Il faut un événement fortuit, comme lorsque le révolutionnaire indien Savarkar, arrêté à Londres et en cours de transfert en Inde où il doit être jugé, s'évade du navire en rade de Marseille afin de demander l'asile politique à la France avant d'être rattrapé sur le sol national par ses gardiens anglais et ramené à bord, pour que Jaurès lui-même intervienne et proteste personnellement auprès du gouvernement Briand²⁸. En

26. Lié au socialiste anglais Hyndman, Dadabhai Naoroji est un membre influent du Congrès national indien et ne se réclame pas vraiment du socialisme. La citoyenne Bhikaiji Rustomji Cama (1861-1936, orthographiée Rama par le compte rendu du congrès de Stuttgart et Jean Chesnaux, Kama par Haupt et Rebérioux) vit à Paris et milite à la SFIO, avant d'animer avec Hardayal le périodique *Bande Mataram* à Genève puis à Paris.

27. Dans sa vaste présentation du *Mouvement socialiste international* pour l'*Encyclopédie socialiste* (Paris, Quillet, 1913), Jean Longuet traite dans son chapitre sur le socialisme en Asie de la Sibérie, de l'Arménie, de la Perse, de la Chine et du Japon, mais explique que pour l'Inde, malgré ces contacts et quelques syndicats à Bombay, il n'existe pas encore « à proprement parler » de « mouvement ouvrier ou socialiste » (p. 537).

28. Cf. *L'Humanité*, 12, 13, 14, 17, 19, 20, 21, 23 juillet, 3 et 4 octobre 1910 et Gilles Candar, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 85.

dehors de cet incident, qui provoque une campagne de presse assez poussée en France au-delà même des seuls socialistes et mène l'affaire jusque devant la Cour internationale de justice de La Haye, Jaurès ne cite d'habitude qu'en passant l'Inde parmi les grandes nations asiatiques appelées à jouer bientôt un rôle politique majeur, sans s'étendre davantage. Le cas Savarkar montre d'ailleurs crûment son embarras : il ne peut que protester contre l'illégalité, il réclame « un peu d'idéalisme » et de « force morale »²⁹, mais il avoue qu'il ne souhaite pas non plus provoquer un nouveau facteur de trouble en Europe et nuire à l'Entente cordiale alors que la Grande-Bretagne est dirigée par un gouvernement libéral dont les réalisations et la stratégie internationale sont fréquemment célébrées par *L'Humanité* et par lui-même comme s'opposant aux déceptions et défaillances des équipes radicales ou assimilées en France (celles menées par Clemenceau et Briand, de 1906 à 1911).

En revanche, pour l'Indochine, les analyses de Jaurès sont davantage attendues puisque la péninsule constitue alors

29. Jean Jaurès, « Déplorable affaire », *L'Humanité*, 4 octobre 1910.

un fleuron de notre empire colonial, dont la conquête a été achevée par Jules Ferry. Nous avons vu qu'à l'époque Jaurès soutenait ardemment Ferry contre les critiques radicales de Clemenceau, Pelletan et de leurs amis. Qu'en est-il, quinze ans après ? D'abord, du côté radical, le fait important a été le ralliement rapide et massif des radicaux à la cause coloniale³⁰. Quelques réticences demeurent chez des isolés de l'extrême gauche radicale : Georges Périn, mais il est écarté du Parlement depuis 1889 et meurt en 1903, Paul Vigné d'Octon, député de Lodève entre 1893 et 1906, qui fait ainsi un bout de chemin avec l'extrême gauche socialiste au temps de *La Guerre sociale* de Hervé³¹. Sans doute, Clemenceau lui-même n'est toujours pas convaincu par l'expansion coloniale, mais cela reste très discret. Clemenceau comprend que les temps ne sont pas favorables à ce genre de discours et, devenu homme de gouvernement, il sait s'adapter au mieux. Le

30. Cf. Gilles Candar, « La gauche coloniale en France. Socialistes et radicaux (1885-1905) », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, n° 27, 2009, pp. 37-56.

31. Cf. Jean-Pierre Biondi et Gilles Morin, *Les anticolonialistes 1881-1962*, Paris, Robert Laffont, 1992, rééd. Hachette, « Pluriel », 1993.

plus spectaculaire symbole de ce ralliement radical à la colonisation s'est produit avec la nomination fin 1896 de Paul Doumer au poste de Gouverneur général de l'Indochine. Jaurès avait soutenu les débuts prometteurs de ce radical réformateur, mais il est très déçu par son évolution et ne cesse même de le poursuivre d'une ironie féroce, surtout lorsqu'au temps du Bloc des gauches Doumer prend la tête d'une faction dissidente des radicaux avant d'essayer de se faire élire président de la République. Même son œuvre coloniale ne trouve pas grâce à ses yeux. Jaurès lui reproche son ambition et son aventurisme. Il le dénonce avec une véhémence qu'il n'atteint que dans les occasions les plus solennelles et décisives : « Ceux qui se souviennent que comme proconsul d'Indochine il voulait envahir le Yunnan et donner au nom de la France le signal du dépècement de la Chine savent quel conseiller d'aventure, d'étourderie insolente et de désastre serait cet homme si le destin de la République et de la France lui était livré. »³²

32. Jean Jaurès, « Le parti de la guerre », *La Dépêche*, 4 mars 1904, repris dans Rémy Pech, *op. cit.*, p. 641-642. Voir aussi, encore plus cinglant sans doute, « Guerre de races », *L'Humanité*, 17 mai 1904.

Mais en dehors de cette charge, qui montre un souci croissant de l'intégrité territoriale de la Chine chez Jaurès et même un refus de principe des conquêtes territoriales – il est révolté par les projets contre le Yunnan ou le Maroc alors qu'il n'avait pas été choqué par les conquêtes du Tonkin et de la Tunisie –, Jaurès reproche à Doumer et à ses successeurs la gestion des colonies indochinoises. Il y faudrait plus de justice et plus d'humanité.

Comment qualifier la position de Jaurès ? Est-il anticolonialiste ? Naguère, je répondais positivement à cette question, me fondant sur ses articles incisifs en faveur de droits politiques pour les Algériens, contre les spoliations coloniales en Tunisie ou contre la conquête du Maroc, qui lui valent insultes et menaces. Ma réponse serait aujourd'hui plus nuancée. Il faut s'entendre : Jaurès a été « colonial », jusqu'au début des années 1890, sans ambages. Colonialisme et anticolonialisme ne sont guère des termes d'époque. On ne les rencontre pas sous la plume ou dans la bouche de Jaurès. Leur première occurrence significative date de la publication en 1905 chez Bellais de la brochure

« Le colonialisme » par le socialiste Paul Louis, un proche de Vaillant³³. Au début du XX^{ème} siècle, on dit plus volontiers qu'on est favorable ou au contraire opposé à la « politique coloniale ». Venu au socialisme, Jaurès a repris à son compte les critiques contre le coût humain et matériel des conquêtes, l'encouragement à la corruption, au vol et à la violence qui constituent le fonds commun de l'opposition radicale ou des sentiments démocratiques et populaires contre la politique coloniale déjà exprimés par Victor Hugo. Ses premières protestations semblent encore embarrassées et gardent quelque chose de convenu. Il s'émeut progressivement et ce qui le fait dénoncer avec véhémence l'action de tel ou tel ministre, de tel général ou de tel affairiste, c'est l'indignation, la révolte de la conscience et de la morale contre la rapine, le meurtre, le brigandage. C'est humainement que la question coloniale ne passe pas chez Jaurès. Il porte d'abord une revendication de justice. Que cette justice, pour s'affirmer, doive

33. Paul Louis Lévy, dit Paul Louis ou Paul-Louis (1872-1955), est un des publicistes les plus féconds du socialisme français.

passer par des réformes ou par l'indépendance est certainement secondaire à ses yeux et, d'ailleurs, historiquement anachronique et donc hors de propos.

Jaurès le dit lui-même, au printemps de 1911 : la France avait le choix entre mener ou non une politique coloniale. Elle aurait pu ne pas le faire, mais puisque la France s'est dotée d'un Empire colonial, elle doit mener une action cohérente. Or vouloir, comme les gouvernements successifs, afin d'assurer la popularité de la politique coloniale, que « dès la première heure les colonies fussent, pour la métropole, terres de rapport »³⁴ ne peut provoquer que des résultats désastreux, à proprement parler « des moissons de haine et de déception »³⁵. Jaurès part de la situation concrète de la colonie, indiquant au passage toute une pensée du développement que nous qualifierions facilement aujourd'hui d'utile ou de durable : il aurait préféré des travaux d'irrigation, des routes adaptées à l'économie rurale

34. Jean Jaurès, discours sur la politique coloniale de la France, Chambre des députés, 6 avril 1911.

35. *Ibidem*.

de la région, alors que la France impose de « superbes chemins de fer, prétextes à emprunts fructueux, à entreprises dévergondées ». Surtout, cette politique a exigé un accroissement monstrueux de la charge fiscale : les impôts ont doublé, triplé, quintuplé, qu'il s'agisse de l'impôt personnel ou de celui sur les rizières, de ceux perçus sur la vente forcée de l'alcool ou de la contribution d'occupation militaire, ils sont devenus « exorbitants » et ne peuvent provoquer que « colère » et « protestation ». Certes, Jaurès s'exprime en termes singulièrement modérés. Ses propositions apparaissent aujourd'hui comme celles d'un opposant particulièrement compréhensif : atténuation de la charge fiscale, qui doit être « tempérée », et ébauche d'une consultation des indigènes par la convocation en cas de besoin d'une assemblée de notables choisis par les autorités coloniales, rien donc d'excessivement provocateur ou révolutionnaire, semble-t-il...

Il est vrai que ces suggestions s'adressent plus particulièrement à un gouvernement que les socialistes ne détestent pas. Le nouveau président du Conseil, Ernest Monis, est

un authentique radical, un homme de gauche, qui semble vouloir rompre avec les méthodes de ses prédécesseurs Clemenceau et Briand. Son gouvernement, à ossature radicale, n'est donc pas antipathique aux socialistes : Berteaux, ami de Sembat, est ministre de la Guerre, Paul-Boncour, au Travail, est en bons termes avec eux³⁶, Caillaux, aux Finances, a évolué vers la gauche et parle maintenant de faire voter enfin l'impôt sur le revenu... C'est peut-être justement ce qui pousse Jaurès à cet effort. En régime parlementaire, il est possible d'obtenir des résultats et de ne pas se contenter de la simple dénonciation de principe. Au reste, Jaurès ne fait qu'appuyer les efforts du rapporteur sur ces questions, le républicain-socialiste Maurice Viollette, maire de Dreux, qui lui aussi compte de nombreuses amitiés chez les socialistes SFIO. Détendu, Jaurès se laisse aller dans le même discours à la plaisanterie, à demi-sérieuse : « Je suis prêt à être ministre »... Mais si les réformes qu'il préconise sont d'une grande modération, ce qui n'empêche pas du reste qu'elles ne soient pas

36. Il adhère à la SFIO en 1916.

acceptées, Jaurès sait les mettre en perspective et dessiner sans fard l'autre terme de l'alternative : « nous marchons à un abîme », « la haine s'approfondit dans les cœurs là-bas », « sur toute l'Asie passe un souffle de la révolution »³⁷... Après le Japon, c'est aujourd'hui le tour de la Chine et ce sera donc demain celui de l'Indochine. La seule force sur laquelle puisse compter le gouvernement de la France est donc « la force d'un peuple qui vous comprenne et qui vous aime ». C'est clair, net et précis et, soit dit en passant, ce ne sera pas démenti par l'histoire. Mais c'est aussi rarement dit par le socialisme français de l'époque, accaparé il est vrai par de nombreux problèmes à l'actualité plus apparente et qui peut croire avoir beaucoup de temps devant lui³⁸.

37. *Ibidem*.

38. Cf. Emmanuelle Sibeud, « La gauche et l'empire colonial avant 1945 » in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. II, Paris, La Découverte, 2005, pp. 341-356.

LA RÉVOLUTION CHINOISE

Le phénomène révolutionnaire passionne Jaurès : celui du présent et du futur, celui du passé aussi, qu'il s'agisse de la Révolution française dont il s'est fait l'historien ou des autres... Il va de soi qu'un événement aussi considérable que la fin du régime impérial en Chine ne peut le laisser indifférent. Dans *Le mouvement socialiste international*, Jean Longuet qualifie l'événement de « prodigieux » et se demande s'il s'est passé quelque chose de plus important depuis la chute de l'Empire romain ou l'établissement du christianisme. Les socialistes français s'enthousiasment d'autant plus qu'ils connaissent bien l'inspirateur de cette révolution, Sun Yat-sen, qui a effectué de nombreux séjours en Europe et aux États-Unis et qui paraît sympathique aux idées socialistes. Sun a fréquenté le leader travailliste Keir Hardie, il a été interviewé dans *L'Humanité* qui a publié son portrait plusieurs années avant la révolution et si Longuet juge « quelque peu utopiques et vagues » ses « idées socialistes », il ne remet pas en cause sa sincérité et lui apporte toute sa confiance. Cela dit, Jaurès

n'a pas écrit de grand article au moment de la révolution chinoise. D'une part, cet événement n'a pas été très saisissable dans un instant précis : la révolution commence en octobre 1911, atteint son acmé à la fin de l'année, se poursuit en janvier, mais décroît ou semble menacée avec l'avènement de Yuan Shikaï, un personnage important de l'ancien régime impérial, chef militaire, qui se substitue à la fois au dernier empereur et à Sun en février 1912. De l'autre, au début tout au moins du mouvement révolutionnaire, Jaurès achève son voyage en Amérique latine et rentre en France, il ne reprend sa collaboration à *L'Humanité* qu'en novembre. C'est Marcel Sembat, directeur par intérim du journal, qui écrit l'éditorial consacré à Sun Yat-sen dans le numéro daté du 15 octobre. L'occasion ne s'est donc pas présentée pour Jaurès, ce sont aussi les aléas d'une vie happée par le combat politique quotidien, de ces hommes « perdus dans les batailles et noyés dans l'intrigue de tous les jours »³⁹. Mais Jaurès ne se méprend pas sur l'importance de l'événement. La preuve en est

39. Jean Jaurès, « Léon Tolstoï », conférence prononcée à Toulouse le 10 février 1911, *La Revue socialiste*, mars 1911, pp. 193-209.

l'importance accordée par son journal, *L'Humanité*, à la situation en Chine, aux principaux événements, mais aussi aux informations les plus diverses. On a pu relever que cela n'allait pas sans confusion⁴⁰, certes, et la rédaction du journal en était elle-même consciente. Longuet reconnaissait ainsi qu'il fallait « attendre encore quelque temps pour juger de l'action, des conceptions et de l'influence des socialistes chinois »⁴¹. L'intérêt, la volonté de savoir étaient bien présentes et primaient, même si pour expliquer ce mouvement révolutionnaire était citée en premier l'influence des idées occidentales (notamment venues des États-Unis *via* l'émigration chinoise selon Longuet), avant la préoccupation nationale, et, bien sûr, attendu sous la plume du petit-fils de Marx (mais en troisième lieu seulement), « le développement économique et industriel ».

Jaurès lui-même suit ce tourbillon d'événements dont le détail et la signification ne sont pas toujours aisés à

40. Marianne Rachline et Claudie Weill, « L'Internationale et les révolutions en Chine et en Iran » in *La Deuxième Internationale et l'Orient*, op. cit., p. 51.

41. Jean Longuet, *Le mouvement socialiste international*, op. cit., p. 527.

déchiffrer. Il aurait voulu certainement des « informations exactes » pour s'avancer davantage. « Je voudrais, je l'avoue, un peu de lumière sur toutes ces choses »⁴², confie-t-il lorsqu'il s'inquiète des difficultés politiques et financières de la « grande république asiatique » menacée par les manœuvres russes, japonaises, sans que le jeu de la France n'apparaisse clairement. C'est ce que permettent parfois les relations de voyage, les témoignages directs, et il lui est arrivé de prendre personnellement la plume pour présenter à ses lecteurs le récit de l'un d'entre eux⁴³. Ce qui l'intéresse avant tout est le caractère national et ouvert à la fois du mouvement révolutionnaire : « ce n'est pas un fanatisme aveugle comme celui des Boxers. Les nouveaux révolutionnaires n'ont pas la haine de l'étranger », écrit-il. Pour lui, ce qui se joue en Chine est d'abord un mouvement de prise de conscience nationale, le réveil d'une vieille nation : les révolutionnaires « invitent les Chinois à prendre conscience de leur dignité propre et de la valeur

42. Jean Jaurès, « Dans le piège », *La Dépêche*, 29 août 1912, repris dans Rémy Pech, *op. cit.*, pp. 829-830.

43. Jean Jaurès, « La rénovation chinoise », *L'Humanité*, 30 juillet 1907.

des étrangers afin d'appliquer en Chine les progrès réalisés ailleurs ». Que dire, ou que faire de plus ? Éviter que son propre pays, que les puissances européennes entravent ce mouvement au risque de provoquer des catastrophes ultérieures et des chocs en retour que nul ne saura maîtriser. Jaurès ne peut pas grand-chose sur le cours des événements en Chine, mais il peut essayer d'empêcher son pays de soutenir le camp de la contre-révolution. Aussi proteste-t-il lorsque le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, Gaston Doumergue, déclare que Yuan Shikai a rétabli dans son pays « l'ordre et le calme ». Il fait valoir l'atrocité et les réalités de la guerre civile, ainsi que les moyens qui assurent cet ordre et ce calme apparents et met en cause l'appui apporté par les financiers européens à Yuan Shikai. De même que les socialistes avaient mené campagne contre les emprunts russes qui permettaient au tsarisme de venir à bout de la révolution russe, Anatole France allant jusqu'à imaginer que ces investissements puissent être perdus, les révolutionnaires ayant annoncé leur intention de ne pas les rembourser, de même Jaurès demande une moralisation de la politique financière qui

n'aille pas conforter la dictature de Yuan Shikaï et participer ainsi à « l'écrasement définitif de la liberté »⁴⁴.

44. Jean Jaurès, discours sur la politique extérieure de la France, Chambre des députés, séance du 10 mars 1914.

PLURALISME CULTUREL ?

Jaurès n'est pas un demiurge omniscient et encore moins l'homme des vérités immuables et figées : « je ne me calomnie point assez moi-même pour dire que la vie ne m'a rien appris »⁴⁵, reconnaît-il avec une finesse teintée d'un peu de malice. Il n'est pas possible de dire que l'Extrême-Orient fut la passion de sa vie, ni qu'il y apporta toute l'attention et les lumières de son esprit. Mais il ne s'en désintéressa pas, il s'en occupa, il réfléchit et il évolua. Patriote, colonial et « ferryste », il s'ouvre aux réalités de la guerre, de la domination et de la compétition. Le caractère, la culture, le choc provoqué par l'affaire Dreyfus ont certainement constitué les facteurs déclenchants d'une prise de conscience. Les nations asiatiques sont issues de grandes civilisations, elles doivent être respectées et traitées à égalité par les puissances européennes. Les Asiatiques sont des hommes et des femmes qui travaillent, souffrent et ont

45. Jean Jaurès, *Le socialisme et le radicalisme en 1885, préface aux discours parlementaires*, éd. Edmond Claris, Paris, Cornély, 1904, rééd. Genève, Slatkine, 1980, p. 2.

droit aux mêmes biens et libertés que les autres peuples. Ces vérités peuvent paraître d'évidence aujourd'hui, bien qu'on puisse en douter à entendre certains discours ou à lire quelques articles se complaisant à jouer des mêmes peurs et préventions que celles agitées au temps du « péril jaune ». Elles sont néanmoins importantes et représentent un moment de la prise de conscience de l'unité dans la diversité du monde contemporain. Ce n'est sans doute pas avec l'Asie orientale qu'il est possible de conclure le plus facilement à cette découverte du « pluralisme culturel »⁴⁶ qui, selon Madeleine Rebérioux, est la marque du Jaurès des dernières années. Ce cheminement, réel et tangible, se perçoit sans doute plus aisément avec l'Afrique du Nord, le Proche-Orient arabo-musulman et turc, voire le Moyen-Orient perse. Mais avec l'Extrême-Orient, nous voyons néanmoins un esprit généreux, ouvert et fraternel réclamer un substantiel changement d'orientation de la politique coloniale, le respect des droits et l'égalité internationale des

46. Conclusion provisoire. Le dossier sera repris et traité dans toute son ampleur par Marion Fontaine et Jean-Numa Ducange dans le tome 17 des *Œuvres de Jean Jaurès, Le pluralisme culturel*, à paraître chez Fayard en 2013 ou 2014.

nations, leur libre coopération, la confiance dans l'avenir de liberté et de développement qui doit leur être reconnu, en fait et en droit. Jaurès récuse « la guerre de races » dans laquelle se complaisent des personnalités républicaines comme Doumer, il pense l'universalité et l'égalité des droits, ce n'est pas rien ! C'est l'un des chemins qui conduit à une Internationale des consciences, une humanité complète et organisée, une « humanité qui aura une conscience, une volonté et un cœur ! »⁴⁷.

47. Jean Jaurès, « Civilisation et socialisme », conférence à Buenos Aires, 5 octobre 1911, reprise dans *Le pluralisme culturel*, *op. cit.*, à paraître.

ARTICLES ET DISCOURS DE JAURÈS

Pour la paix

(*La Dépêche*, de Toulouse, 12 août 1900)

La paix de l'Europe est gravement menacée par les événements de Chine⁴⁸. Nul ne peut savoir, à cette heure, si les forces européennes auront facilement raison du mouvement nationaliste chinois. Quel est le degré d'organisation militaire de la Chine ? Quel est le degré de fanatisme

48. La révolte des Boxers, du nom de la société secrète nationaliste qui provoque l'envoi d'une armée internationale commandée par le général allemand Alfred von Waldersee. La vision péjorative du mouvement se maintient en Occident avec le film *Les 55 jours de Pékin* (1963). En Chine, le caractère national de la révolte est au contraire valorisé. Les massacres furent nombreux des deux côtés, mais le débat historique peut se poursuivre sur les responsabilités en cause.

patriotique des Chinois ? Nous l'ignorons. Depuis bien des années, les représentants de l'Europe à Pékin et à Shanghai étaient beaucoup plus occupés à se disputer des concessions de voies ferrées ou de territoires qu'à se renseigner exactement sur l'état des esprits dans l'immense empire. Et quand on voit combien l'Angleterre, établie depuis si longtemps dans l'Afrique du Sud, s'est trompée sur la force de résistance du Transvaal⁴⁹, on se demande si de terribles surprises ne nous sont pas réservées en Chine. Sir William Harcourt⁵⁰, dans le discours si vigoureux et si incisif qu'il prononçait il y a peu de jours à la Chambre des Communes, signalait que le Chancelier de l'Echiquier⁵¹ avait prévu, au début des hostilités, une dépense totale de douze millions de livres sterling, et que la dépense s'élevait dès maintenant à quatre-vingts millions de livres. On peut juger par cette différence la puissance d'optimisme et

49. La guerre des Boers (1899-1902) dure encore à l'été 1900. L'opinion européenne penche plutôt en faveur des républiques boers (colons d'origine hollandaise) du Transvaal et d'Orange. Le socialiste Jean Longuet (1876-1938) est très isolé même au sein de son parti quand il pose incidemment la question des droits de la population indigène.

50. Sir William Harcourt (1827-1904), ancien ministre et chef du parti libéral, alors dans l'opposition.

51. Equivalent anglais du ministre des Finances français.

d'ignorance de l'Angleterre à l'égard des choses de l'Afrique du Sud. Qui sait s'il n'y a pas en ce moment un optimisme aussi aveugle en Europe au sujet des choses de Chine ? Il se peut que les 16 000 hommes de troupes européennes parviennent à s'emparer de Pékin et à instituer un gouvernement régulier capable d'assurer la vie des commerçants et ingénieurs européens. Mais il se peut aussi que l'immensité du territoire à pacifier, la multiplicité des foyers de violence obligent l'Europe à un très long et très coûteux effort.

Pour que cet effort aboutisse, il faut un accord absolu et cordial des puissances européennes. Or, il y a tout lieu de redouter qu'elles soient divisées par bien des arrière-pensées d'ambition, par bien des convoitises secrètes au moment même où elles semblent coopérer. Ces rivalités sourdes peuvent entraîner un désastre. Elles peuvent surtout, quand viendra l'heure du règlement de comptes, quand il faudra organiser en Chine un régime de garanties, aboutir à un conflit aigu entre les puissances européennes. Là est le péril ; là est le germe de guerre. Et il faut que l'opinion européenne soit avertie à temps. Il faut que la

conscience des peuples soit prémunie contre les surprises chauvines, contre les excitations de tout ordre capitaliste ou nationaliste qui peuvent compromettre la paix au monde⁵². Déjà l'empereur allemand⁵³ affecte un ton belliqueux intolérable. On dirait que c'est l'Allemagne qui est chargée de venger la querelle de l'Europe, et l'empereur ami des paroles théâtrales a adressé à ses soldats les plus imprudents appels à la violence : « Pas de prisonniers ! Pas de pardon ! ». La « civilisation » européenne parlait le langage de la barbarie asiatique. Les officieux ont essayé d'atténuer l'odieux de ces conseils, et ils prétendent que l'empereur a voulu dire à ses soldats : « Préparez-vous à une guerre sans merci, où l'ennemi ne fera point quartier et où il tuera [...]»⁵⁴ soutenable ». Car, pourquoi alors Guillaume II a-t-il exulté Attila et les Huns ? Pourquoi veut-il que les Allemands laissent en Chine une légende grandiose et terrible comme celle que les Huns ont laissée en Europe ?

52. En fait, les puissances européennes, dominantes, mais confrontées en effet à une forte résistance, accordent une paix en septembre 1901 qui préserve l'intégrité territoriale de la Chine, mais lui impose de colossales indemnités.

53. Guillaume II (1859-1941), empereur d'Allemagne de 1888 à 1918.

54. Quelques mots ont sauté à l'impression, mais il est aisé de restituer le sens de la phrase. L'explication lénifiante des paroles de Guillaume II n'est pas soutenable.

Non, il y a là je ne sais quel vertige de violence et on a le droit de craindre que dans le règlement si difficile des affaires chinoises, les gouvernants allemands n'aient ni le sang-froid, ni la mesure, ni la modestie nécessaires.

D'autre part, l'Angleterre a tenté de jouer seule en Chine la partie de l'Europe. Lord Salisbury⁵⁵ a essayé de décider le Japon, allié de l'Angleterre, à débarquer immédiatement un corps d'armée considérable pour marcher sur Pékin. Par là, il est possible que les ambassadeurs eussent été délivrés plus tôt, et cela est d'un grand prix. Mais l'Angleterre offrait au Japon de faire les frais financiers de l'opération et il est clair qu'elle cherchait à avoir seule le bénéfice du rétablissement de l'ordre en Chine. Ces jours-ci encore, à propos du retard des troupes alliées à se mettre en marche sur Pékin, les grands journaux anglais témoignaient ouvertement leur impatience de l'action commune. « Jamais on n'arrivera s'il faut perdre du temps à se concerter ; il n'y a que l'action distincte et rapide qui puisse aboutir. Est-ce

55. Le marquis de Salisbury (1830-1903), Premier ministre conservateur (1885-1886, 1886-1892 et 1895-1902).

que nous avons eu besoin de l'Europe pour soumettre l'Inde ? » Et la conclusion était que les troupes japonaises et les troupes anglo-indiennes, prêtes les premières, ne devaient pas attendre, pour commencer la marche sur Pékin, le reste des forces « alliées ». Il y a là un esprit de particularisme anglais qui se retrouvera certainement à l'heure de la liquidation et qui ajoutera beaucoup aux embarras de l'Europe.

Le ton de la presse anglaise à l'égard de la Russie est assez malveillant et sarcastique. Les Anglais constatent l'inaction des Russes et ils concluent ou bien que la Russie a une autre politique que l'ensemble de l'Europe et qu'elle veut ménager le gouvernement chinois, ou bien qu'elle a été prise au dépourvu par les événements et qu'elle n'avait pas de troupes disponibles sur les confins de la Chine.

Quant à la Russie, elle a visiblement suivi en Chine, depuis plusieurs années, la même politique criminelle qu'elle a suivie dans les Balkans et en Arménie. Sa tactique est évidente. Elle consiste à empêcher la réorganisation sérieuse,

la réforme efficace des pays sur lesquels elle veut étendre sa domination. Que les populations des Balkans se soulèvent contre les Turcs, à la bonne heure ; cela donnera à la Russie l'occasion d'intervenir ; et elle a pendant plus d'un siècle fomenté les troubles. Mais que ces populations essaient de s'organiser en nationalité autonome, non ; et on les replongerait plutôt sous le joug du Turc. De là, les effroyables drames de la vie bulgare, prise entre l'oppression redoutable du Turc et les bienfaits plus redoutables encore de la Russie. De même quand les Russes ont vu qu'ils ne pouvaient mettre la main sur l'Arménie, ils ont préféré qu'elle fût éborgnée par le sultan. En Chine il y avait, depuis plusieurs années, un grand parti réformateur tout-puissant à la cour. Il voulait réorganiser les finances chinoises, briser l'effroyable mécanisme de gaspillage et de vol qui ne laisse parvenir au pouvoir central qu'un dixième des impôts prélevés sur le peuple, changer le personnel administratif routinier et corrompu et garantir l'intégrité territoriale de la Chine tout en ouvrant l'empire chinois au commerce et aux capitaux de l'Europe. Cette politique réformatrice était favorable à l'Angleterre, qui ne désire pas

en Chine des territoires, qui désire seulement que le pays soit largement ouvert à son puissant commerce et que les populations, ménagées par un bon système de gouvernement, soient assez aisées pour acheter beaucoup. Cette politique, conforme à la fois à l'intérêt de la Chine, de l'Angleterre et de toute l'humanité civilisée, avait bien des chances de réussir. L'empereur l'approuvait et son grand ministre commençait à l'appliquer⁵⁶. Mais cela ne faisait point l'affaire de la Russie. Quoi ! La Chine serait bien administrée ! La Chine aurait un budget ! La Chine aurait une armée et une flotte ! La Chine, ouverte au commerce du monde, pourrait avoir une politique indépendante ! Que deviennent alors les rêves de primauté de la Russie ? Et comment pourra-t-elle ou démembrer ou gouverner une Chine régénérée ? Pour que la Russie puisse dépecer ou dominer la Chine, il lui faut une Chine barbare et faible. Et en 1898, sous l'instigation et avec le concours de la

56. La « Réforme des Cent Jours » de juin à septembre 1898, brève période réformatrice impulsée par l'empereur Guangxu [ou Kouang Siu] (1871-1908) sur les conseils du réformateur Kang Youwei (1858-1927) et de son disciple Liang Qichao (1873-1929). L'impératrice douairière Cixi [ou Tseu Hi] (1835-1908), tante de Guangxu, reprend le pouvoir avec l'appui de l'armée et de l'aristocratie. Jaurès survalorise sans doute le rôle propre de la Russie.

Russie, un coup d'Etat fut fait à Pékin. L'empereur réformateur fut détrôné et l'impératrice douairière prit le pouvoir avec le parti nationaliste, avec le parti de l'ignorance, du vol, de la routine, du meurtre et de la haine. Et c'est ce coup d'Etat russe, perpétré à Pékin contre la civilisation, qui met à cette heure en péril la vie des Européens et la paix du monde. Hélas ! la France, se traînant depuis dix ans dans l'ornière de la politique russe, a été complice, par son approbation passive, du coup d'Etat de barbarie qui a arraché la Chine aux réformateurs pour la livrer aux Boxers. Que de fois nous avons dit, dans la presse, à la tribune, sous les murmures et les huées, que notre aveugle soumission à la politique russe entraînerait la France en des complications orientales où nous jouerions le triste rôle de servants de l'ambition moscovite ! Cela commence et nous recueillons les premiers fruits.

Mais comme on voit, quand on analyse avec quelque soin les intérêts et la politique des puissances, on constate qu'elles pourront très bien entrer en conflit et que ce conflit pourra s'exaspérer jusqu'à la guerre s'il ne se forme,

dès maintenant, en Europe, un grand parti de la paix. Et il me semble qu'aujourd'hui le devoir le plus pressant du socialisme international c'est de fonder une ligue universelle de la paix où seront appelés, avec tous les prolétaires socialistes, tous les hommes clairvoyants et probes qui veulent épargner à l'humanité l'horreur de conflits sanglants. Le programme de cette ligue serait simple : modérer en tout pays les impatiences chauvines et les convoitises capitalistes qui guettent un démembrement de la Chine ; maintenir l'intégrité territoriale de l'empire chinois et favoriser l'établissement d'un régime de réforme et de garantie et, si des difficultés surgissent entre les diverses puissances à propos du règlement des affaires chinoises, imposer l'arbitrage tel qu'il a été défini par la conférence de la Haye.

C'est à peu près le programme de la conférence interparlementaire qui s'est terminée ces jours-ci. Mais que peut cette conférence sans la seule force pacifique internationale qui soit un peu organisée, je veux dire la classe ouvrière ? Voilà pourquoi il me semble que c'est le rôle du parti socialiste international, qui va se réunir en congrès à

Paris, le 21 septembre⁵⁷, de devenir le centre de ralliement de toutes les forces de paix. Le péril est pressant. Il faut que l'action pacifique soit immédiate. Et quel admirable rôle pour le socialisme ! Quel service rendu à la civilisation ! Quel titre nouveau à la confiance de la race humaine !

57. Le congrès socialiste international de Paris (23 au 27 septembre 1900) fut en fait largement dominé par des problèmes internes, notamment au sein du socialisme français divisé par la question de la participation ministérielle (Alexandre Millerand (1859-1943) ministre du Commerce, de l'Industrie et des PTT dans le gouvernement Waldeck-Rousseau).

Discours de Saint-Etienne

La guerre russo-japonaise et l'alliance franco-russe

(13 février 1904, extrait)⁵⁸

[...]

Et puis, on nous raille encore parce que nous avons parlé de désarmement, de désarmement européen et on nous dit : « Mais vous ne voyez donc pas grandir le péril de ces races asiatiques, le péril des races jaunes⁵⁹ ? Vous ne voyez pas que le Japon va organiser la Chine et que ces 500 millions d'êtres humains vont devenir un terrible ouragan ? ».

Expliquons-nous, citoyens ; certes, y a-t-il quelqu'un en Europe qui prétende refuser aux hommes de là-bas, de l'Asie (Chinois ou Japonais), le droit de vivre, le droit de s'organiser ?

58. *La Tribune de Saint-Etienne*, 14 février 1904.

59. Le « péril jaune » est un thème à la mode depuis la fin du siècle précédent, développé entre autres en Allemagne par Guillaume II.

Est-ce parce que la couleur de la peau asiatique n'est pas la même que la couleur de la peau européenne qu'il faudra refuser à ces 500 millions d'hommes le droit à la sécurité, le droit à la dignité, le droit à la vie ? Non, certes.

Pour nous, socialistes, pour nous hommes, il n'y a ni opposition de races ni opposition de continents ; mais partout, sous les climats divers, avec des nuances diverses, des tempéraments physiques différents, partout la même humanité qui monte, qui grandit et qui a le droit de monter et de grandir.

Aucun péril ne peut venir de là-bas.

Le péril militaire ? Il se passera bien des générations avant que le Japon belliqueux ait dressé aux mœurs de la guerre l'immense Chine qui a la paix dans la moelle.

Péril économique ? Ouvrier ? Oui, il est probable que la Chine se mettra à produire et à fabriquer des produits qui pourront être vendus en Europe.

Déjà, les capitalistes de toutes les nations ont installé là-bas des usines, des filatures, ils ont commencé à exploiter des mines et les riches marchands chinois profitent de ces exemples pour élever à leur tour des usines, des filatures et des tissages le long de leurs grands fleuves. Et il est vrai que là-bas la main-d'œuvre est à un prix prodigieusement bas.

Mais, d'abord, à mesure que s'y développera la production, les exigences de la main-d'œuvre iront en grandissant aussi. Et puis, citoyens, c'est là-dessus surtout que j'appelle l'attention de tous les hommes réfléchis, s'il est vrai qu'un jour l'Asie (le Japon et la Chine) sera capable par ses produits de faire concurrence aux produits de l'Europe, c'est une raison de plus pour que l'Europe se décharge du fardeau accablant qui rend sa production plus coûteuse et plus malaisée.
[...]

Civilisation

(L'Humanité, 10 mars 1905)

Donc voilà l'armée russe en pleine retraite sur Moukden ; la voilà sur le point d'évacuer la ville sainte de la dynastie mandchoue. Même si Kouropatkine⁶⁰ parvient à sauver ce qui reste de son armée, et à échapper aux manœuvres d'enveloppement de l'ennemi, ce nouveau recul est un désastre dont l'effet moral sera immense en Russie et dans le monde. Une fois de plus, l'incapacité et l'imprévoyance du tsarisme éclatent aux yeux de la nation humiliée et meurtrie ; le mouvement révolutionnaire⁶¹ va s'accroître. Comment, d'ailleurs, la bureaucratie du tsar pourrait-elle réparer cette terrible défaite ? Si Kouropatkine, malgré les retranchements où il s'abritait, a été refoulé par l'offensive japonaise, comment pourrait-il changer la fortune sans le renfort de nouvelles armées ? Et ces armées nouvelles, le

60. Alexei Kouropatkine (1848-1925), ministre de la Guerre (1898-1904) et commandant en chef des armées russes de l'Extrême-Orient d'octobre 1904 à mars 1905.

61. La Russie est entrée en révolution depuis le « dimanche sanglant » du 9 [calendrier julien] / 22 [calendrier grégorien] janvier 1905 à Saint-Petersbourg.

tsarisme ne peut plus les lever dans la Russie frémissante, sans exaspérer, jusqu'à un paroxysme de révolution, la douleur et la colère du peuple qui ne veut plus d'une guerre criminelle et insensée. Justement, à l'heure même où s'aggravent les désastres militaires, les paysans, en plusieurs régions, se soulèvent. D'autre part, quelle que soit la valeur des dépêches lancées par les agences sur les démarches des financiers allemands ou français auprès du tsar, il est certain que l'Europe va ou refuser ou marchander étroitement le crédit à une autocratie croulante et affolée.

Seule, la convocation d'une Constituante⁶², par qui s'exprimera la volonté de la nation, peut arracher la Russie à l'abîme. Si le tsarisme prolonge la résistance à la volonté de la nation, s'il s'obstine dans la guerre, dans la tyrannie ou dans l'équivoque, il appesantira sur tout le pays les plus

62. Une des principales revendications du mouvement révolutionnaire. Le tsar concède une Douma consultative en juillet puis cède, en apparence et provisoirement, avec le manifeste du 17/30 octobre qui promet les libertés fondamentales, un régime constitutionnel et la convocation d'une Douma élue au suffrage universel. Sur Jaurès et les socialistes français face à la révolution russe, cf. Gilles Candar, « Les socialistes français et la révolution de 1905 », *Cahiers du monde russe*, 2007/2-3, vol. 48, p. 365-377.

terribles épreuves et sur lui-même l'arrêt du destin. Il donnera aux événements, aux hommes, aux passions une telle violence qu'une jacquerie irrépressible ensanglantera l'œuvre de libération. Qu'il se hâte ; encore quelques jours de réaction ou seulement d'incertitude, et il déchaînera une terrible tempête. Mais, de cette tempête même, la Russie sortira affranchie et renouvelée.

Ainsi la victoire japonaise en Mandchourie servira doublement la grande cause de la civilisation. D'abord elle obligera l'Europe à compter avec la race jaune qui aura démontré son aptitude à se défendre ; elle l'obligera à pratiquer envers les peuples d'Asie, depuis si longtemps violentés, une politique d'équité, de modération et de paix. Et en second lieu, par le coup porté à l'autocratie tsariste, elle affranchira toute l'humanité occidentale d'un poids de servitude.

Que nous parle-t-on de la lutte de l'Europe contre l'Asie ? C'est dans le tsarisme maintenant qu'est la barbarie asiatique, l'esprit de routine, d'immobilité, d'oppression.

Frapper le tsarisme, c'est frapper à la fois, en une même puissance, la barbarie d'Asie et la contre-révolution ; la bataille de Moukden où le tsarisme succombe a la double valeur historique de Marathon et de Valmy.

La France démocratique et humaine ne se laissera point égarer par l'aberration des nationalistes qui voudraient la lier aux destinées de l'autocratie du tsar. Elle n'entendra pas l'appel étrange et équivoque que lui adressait hier M. Judet⁶³ sur le mode lyrique : « Si l'Empire russe a pu paraître une menace pour ses rivaux, il semble qu'il a désormais bien expié ses fautes, et qu'obligé de se protéger lui-même, il épure noblement son rôle en tenant le drapeau *universel*. Le premier à la peine, qu'il soit aussi le premier à l'honneur ! Aux avant-postes de l'Europe, isolé, *abandonné perfidement par beaucoup de ceux qui devraient l'aider*, il est temps qu'il soit remercié pour son dévouement aux intérêts de tous les peuples solidaires de son succès ;

63. Ernest Judet (1851-1943), ancien élève de l'École normale supérieure, journaliste antidreyfusard et nationaliste connu pour la violence de ses charges contre Clemenceau, Zola, Poincaré, etc. Directeur du *Petit Journal* (1892-1904) puis de *L'Éclair* (1905-1917).

ils seraient autant que lui frappés par son désastre. » C'est moi qui ai souligné le reproche adressé par M. Judet à ceux qui ont perfidement abandonné la Russie.

Que veut-il dire ? Fait-il grief à la France de ne s'être pas jetée dans la guerre d'Extrême-Orient ? Lui fait-il un devoir d'aller au secours de la Russie ? Que les nationalistes s'expliquent. En ces questions redoutables, il n'est pas permis de procéder par insinuations obscures. C'est bien à une guerre de races, guerre de la « race européenne » contre la « race asiatique » que M. Judet, en termes explicites, convie l'Occident. Comme s'il n'était pas possible de concevoir entre l'humanité européenne et l'humanité asiatique un système d'équilibre, de rapports équitables et pacifiques, fondés sur le mutuel respect ! Comme si le monde ne pouvait être sauvé que par l'écrasement ou l'asservissement de centaines de millions d'hommes ! Le parti qui fit ces rêves monstrueux, n'est-ce pas un parti de barbares ?

Mais dans l'enthousiasme de cette croisade sinistre et sauvage des blancs contre les jaunes, M. Judet va jusqu'à

oublier l'étroitesse de son patriotisme français d'hier. C'est un « patriotisme européen » qu'il veut opposer au « patriotisme asiatique ». Admirable avènement de l'Europe ! Tant qu'il a fallu faire œuvre de civilisation, de travail, de vie, elle a été incapable de s'unir. Elle a été déchirée par les conflits de ses nationalités. Elle va s'unir maintenant pour piétiner, pour égorger ces races du Japon et de la Chine qui élèvent enfin la prétention de vivre. Patriotisme européen : c'est par l'oppression et le meurtre qu'il s'affirmera. M. Judet et ses amis oublient qu'ils dénonçaient hier à la France l'Angleterre et l'Allemagne ; tous les griefs s'évanouissent et la France renonce sans doute à des revendications « imprescriptibles » si seulement l'Allemagne et l'Angleterre consentent à s'unir à nous pour frapper les jaunes.

Après tout, c'est logique. Le patriotisme, pour ces hommes, consiste à haïr, à meurtrir ; ils seront donc d'autant plus patriotes qu'ils ouvriront un plus vaste champ de haine et de meurtre. Les cinq cent millions de jaunes offrent à ce patriotisme de violence, d'oppression et de

tuerie, une matière admirable, et qui ne saurait être égalée dans les modestes égorgements intra-européens. L'heure est donc venue d'abandonner le patriotisme antianglais et antiallemand qui en prêtait qu'à de pauvres petites effusions de sang et de haine, pour le vaste patriotisme antiasiatique qui pourra se régaler de plus amples sauvageries.

Patriotisme européen : l'idée que ces hommes ont de la patrie est telle qu'ils n'élargissent leur patriotisme que pour mieux élargir leur barbarie.

Discours de Limoges
Le socialisme et les partis

(8 octobre 1905, extrait)⁶⁴

[...]

Il y a, dans l'action générale de l'Angleterre, deux grands principes que nous approuvons pleinement⁶⁵.

Le premier, c'est que les peuples jaunes doivent être traités comme de grands peuples et admis à égalité dans la famille internationale.

Lorsque l'Angleterre s'allie avec le Japon⁶⁶ comme avec une grande puissance civilisée, elle a raison, elle sert les intérêts de l'humanité tout entière.

64. *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, 29 octobre 1905, p. 54-58.

65. Le soutien de la gauche radicale et socialiste à la politique extérieure britannique est un classique de la politique française. Clemenceau a ainsi été vivement attaqué par les nationalistes. Ce soutien de la part des socialistes s'amplifie sous le gouvernement libéral de Campbell-Bannerman (1835-1908), au pouvoir à partir de décembre 1905.

66. Le traité anglo-japonais de 1902 vient d'être renouvelé pour dix ans en août 1905. La France est, elle, alliée de la Russie dont la guerre avec le Japon (1904-1905) vient tout juste de se terminer (traité de Portsmouth, 5 septembre 1905). Ce désaccord est l'une des difficultés de l'Entente cordiale franco-britannique (8 avril 1904).

C'est chose abominable, qu'aujourd'hui encore on ait pu exciter les races blanches contre les races jaunes⁶⁷.

Il paraît que les petits Japonais et les Chinois studieux et subtils sont une sorte de bétail innombrable et inférieur, que les races blanches peuvent exploiter, utiliser, décimer, asservir.

C'est un préjugé barbare, c'est un préjugé d'ignorance, de sauvagerie et de rapine.

Ces races jaunes sont composées d'hommes et cela devrait suffire ; mais elles sont composées d'hommes qui pensent, qui travaillent, qui échangent et qui ne paraissent pas résignés à subir indéfiniment les violences d'une Europe qui abusait de leur apparente faiblesse. (*Applaudissements.*)

Désormais, Japonais, Chinois, sont entrés dans la grande famille des peuples, et ceux-là ne sont pas seulement des barbares, ceux-là sont des imprudents et des aveugles qui

67. « Race » est bien sûr à prendre ici dans son acception traditionnelle de groupement humain au sens large, sans aucun caractère raciste.

ne traiteront pas ces portions d'humanité avec le respect qui leur est dû. Et lorsque l'Angleterre, lorsque le plus ancien des peuples libres de l'Europe met sa main dans la main du peuple japonais, c'est un grand acte qui peut servir les intérêts de l'Angleterre, mais qui sert aussi la civilisation générale, et bien loin d'y bouder, nous devons nous hâter de réparer les fautes que nous avons accumulées à l'égard du Japon.

Nous ne nous sommes pas conduits, vous m'entendez bien, citoyens – le vrai patriote est celui qui dit à son pays même toute la vérité – nous ne nous sommes pas conduits avec le Japon selon les règles de l'équité et de la loyauté internationales.

D'abord, en 1895, au lendemain de la guerre victorieuse du Japon contre la Chine, quand le Japon avait occupé Port-Arthur et la Mandchourie⁶⁸, quand nous nous sommes

68. Après sa victoire dans la guerre contre la Chine (1894-1895), actée par le traité de Shimonoseki (17 avril 1895), le Japon doit accepter de reculer devant la pression des puissances européennes (7 mai 1895).

associés à l'Allemagne et à la Russie pour obliger le Japon à restituer à la Chine Port-Arthur et la Mandchourie, quand nous avons affiché que nous voulions respecter l'intégrité de la Chine, et quand, quelques mois après, nous avons permis à la Russie, avec notre aide, avec notre complicité morale, sous notre responsabilité, de mettre la main sur Port-Arthur et la main sur la Mandchourie⁶⁹, c'est un acte déloyal, vous m'entendez, c'est un acte de perfidie, c'est un acte honteux qu'il faudrait rayer des annales de la France. (*Applaudissements.*)

Et par là, par notre politique servile à l'égard du tsarisme, nous avons été responsables, pour une part, de la guerre nouvelle que le Japon spolié, exaspéré, acculé, a dû soutenir contre les prétentions grandissantes de la Russie qui, après lui avoir volé traîtreusement la Mandchourie, allait encore lui disputer la Corée. Nous sommes responsables de ces abominables massacres, de la boucherie de la guerre mandchourienne.

69. La Chine doit accepter un chemin de fer russe, l'administration de la zone ferroviaire par les Russes et l'envoi de troupes (3 juin 1896).

Et, pendant la guerre, nous nous sommes moqués des Japonais, nous nous sommes joué du droit international.

Nous avons permis, contrairement aux traités, contrairement au droit, contrairement à toutes les règles de neutralité, nous avons permis aux escadres russes de séjourner dans nos ports, de s'y ravitailler, de s'y approvisionner, d'y prendre des munitions, d'y faire des chargements de charbon et de vivres, nous avons pris parti dans la guerre et, si elle s'était prolongée, le Japon était en droit de nous demander des comptes. Et nous, tous les jours nous obsédions les ministres à la tribune, dans les couloirs, pour qu'ils mettent fin à cet état de choses. Oui, il faut en finir, il faut réparer envers le Japon, il faut réparer envers la Chine, par une attitude loyale, les fautes et les crimes du passé et, en ce point, nous approuvons la politique anglaise. Nous l'approuvons aussi de prononcer et de proclamer pour tous les pays, pour tous les continents, la politique de la porte ouverte.

Non, les peuples ne doivent pas dépecer la Chine pour s'en attribuer chacun un morceau. Ils doivent s'entendre pour que la Chine concède à tous les peuples de l'Europe, loyalement, les mêmes libertés et les mêmes facilités de commerce avec pleine sauvegarde de l'intégrité territoriale et politique de la Chine elle-même.

[...]

Discours à la Chambre des députés

La politique coloniale de la France

(6 avril 1911, extrait)

[...]

Il y a à mon sens une autre cause des erreurs que nous avons commises et des maux dont souffrent nos colonies. La France n'a pas su prendre parti dans les choses coloniales ; elle n'a su ni renoncer nettement à la politique d'expansion coloniale et déclarer qu'elle se contenterait, sans occupation, sans protectorat, sans intervention politique, de l'expansion économique et morale. C'était une grande thèse ; elle n'a pas prévalu ; mais ceux qui ont fait prévaloir la thèse contraire n'ont cherché pour ainsi dire qu'à la faire oublier, qu'à dissimuler les conséquences et les conditions de la politique qu'ils pratiquaient. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

La condition absolue d'une politique coloniale honnête, sage, probe et fructueuse, c'est que la métropole n'éprouve pas une impatience avide à demander à ses colonies, avant

l'heure où elles peuvent les supporter, des sacrifices démesurés.

La politique coloniale, comme toute œuvre humaine, comme toute grande et solide création, suppose des frais de premier établissement. (*Très bien ! très bien !*) Nos coloniaux, nos dirigeants coloniaux n'ont eu qu'une pensée, tout de suite, pour se faire pardonner la politique coloniale, pour empêcher peut-être le pays de limiter à l'avenir les extensions imprudentes : en dissimuler le coût, en cacher les dépenses, en violer les conditions nécessaires. Et voilà comment à peine avez-vous mis le pied dans l'Annam et dans le Tonkin qu'au lieu de laisser ces peuples se développer sous votre influence⁷⁰, au lieu de les aider, au lieu de réserver pour eux toutes leurs ressources, au lieu de ménager les indigènes, vous avez eu pour préoccupation première de démontrer que l'Indo-Chine pouvait, sans vous, faire de

70. La France contrôlait au sud la Cochinchine depuis le Second Empire. La République, avec Jules Ferry, conquiert le Tonkin et l'Annam de 1883 à 1885. Cette politique coloniale, alors vivement combattue par les radicaux et l'essentiel de la droite monarchiste, fut soutenue par le jeune Jaurès, qui n'était pas encore socialiste.

grands et fastueux travaux par des emprunts qu'elle gagerait elle-même ; vous avez voulu démontrer qu'elle pouvait assurer elle-même son équilibre, vous avez même voulu démontrer qu'elle était capable de fournir aux dépenses de l'armée que vous entretenez là-bas. C'était beau, c'était magnifique. Du premier coup, sans fondations, l'édifice se dressait lumineux, palais de gloire pour les gouverneurs de là-bas.

Mais les indigènes, sur lesquels vous doubliez, vous tripliez, vous quintupliez l'impôt, les indigènes, dont vous dévoriez au jour le jour les ressources et l'espérance, les indigènes, qui avaient peut-être hésité quand vous êtes arrivés, qui s'étaient peut-être dit, sur le renom de la France : « ce sont des hommes armés, mais peut-être des amis qui viennent », eh bien ! vous leur avez pris leurs ressources, vous avez fait, non pas les travaux modestes utiles pour eux, travaux d'irrigation pour leurs rizières, travaux de routes pour leurs communications personnelles ou pour celles de leurs pauvres véhicules, vous avez fait de superbes chemins de fer qui ont été prétextes à emprunts

fructueux, à entreprises dévergondées. Pourquoi ? Parce que vous êtes partis de ce principe faux qu'il fallait que, dès la première heure, les colonies fussent, pour la métropole, terres de rapport.

Eh bien, messieurs, si nous continuons, ces terres-là n'auront pour nous que des moissons de haine et de déception. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Si les choses sont ainsi, que devons-nous faire ? D'abord aller au secours de ces indigènes qui ont pâti de toutes nos fautes. C'est sur eux qu'a porté, que s'est aggravé tout le fardeau. Si des travaux fastueux et hâtifs ont été entrepris – non pas pour eux – qui les paye ? Si les impôts ont été quintuplés ou décuplés, qui les paye ? Eux. Les Européens mêmes sont en dehors de l'impôt et, quand on compare, comme l'a fait justement M. le rapporteur⁷¹, le chiffre de piastres payées à l'impôt par les indigènes, avec ce qu'une

71. Maurice Viollette (1870-1960), député républicain-socialiste de Dreux, déjà partisan convaincu du réformisme colonial, soutenu par Jaurès.

piastre représente en Annam ou au Tonkin, il apparaît que vous prenez bien souvent aux indigènes un trimestre et même un semestre de leur année. Et comment voulez-vous que dans ces cerveaux et dans ces cœurs, si endormis qu'ils puissent être par ce qu'on appelait autrefois, d'un mot qui n'est plus d'actualité, la résignation asiatique, comment voulez-vous que dans ces cœurs ne s'éveillent pas la colère et la protestation ?

Et alors, je demande à la commission du budget : qu'allons-nous faire ? Allons-nous continuer à vivre sur eux en les surexcitant contre nous ?

Dès demain, dès ce soir, quand vous clôturerez votre débat sur le budget des colonies, il faut qu'il soit entendu que la charge fiscale des indigènes sera diminuée.

Messieurs, il y a une organisation de monopole et de ferme de l'alcool qui est odieuse là-bas et je prie ceux de nos collègues du centre qui l'autre jour nous disaient, avec une charmante ironie que n'a pas déconcertée l'amertume des

scissions récentes (*Sourires*) : « Quoi ! vous voilà maintenant opposés au monopole ? »

Messieurs, je ne leur ferai pas l'injure de prendre cette boutade au sérieux et de discuter les types comparés de monopoles dans une société démocratique et de monopoles fiscaux dans un pays conquis. Je laisse de côté cette discussion d'écoles et je constate que l'organisation de l'impôt sur l'alcool, en obligeant les indigènes à consommer à gros prix un alcool qui n'est pas le leur, qui ne convient ni à leurs habitudes ni à leur goût, a déchaîné là-bas les colères. L'impôt sur les rizières a été par certains résidents généraux porté à un taux exorbitant, l'impôt personnel trop lourdement aggravé.

Dans une proposition de résolution que j'ai remise à M. le président de la Chambre⁷² et qui sera soumise à votre vote à propos de l'article 28, je demande à la Chambre pour affirmer non pas par des mots, mais par des actes, son

72. Le radical Henri Brisson (1835-1912).

souci du sort des indigènes, sa volonté d'alléger les fardeaux qui les accablent, je demande à la Chambre d'inviter le gouvernement à abroger sans délai ces organisations de ferme et de monopole de l'alcool en Indo-Chine, à tempérer l'impôt sur les rizières et à tempérer l'impôt personnel. C'est un déficit. Mais le plus lourd déficit, c'est celui que nous nous préparons dans les événements de demain si nous continuons la méthode d'aujourd'hui. Je dis qu'à ce déficit financier vous parerez d'abord par ces économies de personnel surabondant de bureaucratie, dont vous avez parlé avec tant de force, monsieur le rapporteur et monsieur le ministre, et la meilleure condition, messieurs, pour que ces économies sur un personnel exubérant se réalisent, c'est que vous ne puissiez plus compter, pour couvrir ces dépenses, sur la longanimité de l'indigène accablé par l'impôt.

Et puis je vous demanderai de pourvoir à ce déficit en faisant remise à la colonie de la contribution d'occupation militaire qu'elle paye à la métropole ; elle ne peut pas la payer et il faut au besoin qu'elle reçoive une subvention de la métropole.

Messieurs, oh ! je ne parle pas légèrement, je sais le poids des charges de ce pays, mais je sais aussi, monsieur le ministre des Finances⁷³, que si je prends au sérieux les déclarations qu'a faites le gouvernement, si je prends au sérieux les déclarations qu'a faites la commission du Budget, nous marchons à un abîme. La haine s'approfondit dans les cœurs là-bas, et vous savez, je n'ai pas besoin de vous le rappeler, que sur toute l'Asie, passe un souffle de révolution. Ce n'est pas le Japon seul qui s'est dressé ; la vieille Chine qui paraissait endormie dans son rituel, est secouée de passions révolutionnaires et les provocations imprudentes qui lui sont venues depuis dix ou douze ans : les puissances européennes de Tiaoutché et les sphères d'influence, les entreprises russes sur la Mongolie, que tout cela⁷⁴, le peuple chinois le dévore en silence, mais

73. Joseph Caillaux (1863-1944), en même temps président du Conseil et nouveau chef du parti radical.

74. C'est la période des « traités inégaux ». La Chine est partagée en zones d'influence et livrée aux intérêts économiques des puissances européennes et des États-Unis. Les premières se font en outre accorder des concessions territoriales. L'analyse de Jaurès sur ce point est d'une grande lucidité. Pour Tiaoutché (ou Kiao-Tchéou ou Qingdao), c'est l'Allemagne qui est en cause et qui a obtenu cette concession [d'où la bière Tsingtao, soit dit au passage], mais la France et la Grande-Bretagne mènent la même politique et se font accorder des avantages comparables.

c'est un trésor de ressentiment, et le jour où ces colères éclateront, le jour où cette énorme masse secouera tous les parasitismes qui se sont installés sur elle, ce jour-là, vous aurez besoin, pour ne pas être secoués à votre tour par cette vaste commotion, vous aurez besoin d'avoir en Indo-Chine la seule force sur laquelle vous puissiez compter, la force d'un peuple qui vous comprenne et qui vous aime. (*Applaudissements.*)

Et il n'est que temps de consentir aujourd'hui les modestes sacrifices que je vous demande pour de courtes années, si vous voulez vous épargner les formidables sacrifices d'argent, d'hommes, qu'une politique imprudente attirerait sur vous dans quelques années. Et lorsque vous aurez pris ces premières mesures, faites comprendre, ou plutôt faites sentir à vos Tonkinois et à vos Annamites que vous voulez être bons et justes pour eux ; quand ils pourront s'approcher de vous, gouvernement de la France, sans redouter les pièges et les surprises d'une charge de plus, je vous demande, messieurs, de consulter un peu ces peuples.

Oh ! je ne vous demande pas d'y introduire comme en Chine un commencement de régime constitutionnel, je ne vous demande même pas d'organiser légalement, comme l'Angleterre vient de le faire dans l'Inde, des conseils consultatifs ayant des attributions définies et légales ; mais si, de temps à autre, avant de décider un plan de travaux publics, par exemple, vous convoquez les notables, les hommes les plus laborieux de vos régions du Tonkin et d'Annam et si vous leur demandiez au nom de la France quels sont les travaux les plus utiles à faire, dans quelle région, sous quelle forme, pour quel objet, je crois que vous propageriez la sympathie et la confiance. (*Applaudissements.*)

Discours à la Chambre des députés
sur la politique extérieure de la France

(10 mars 1914, extrait)

[...]

Messieurs, il y a un autre point qui me préoccupe. J'avoue que j'ai été un peu ému et affligé par certaines paroles que M. le ministre des Affaires étrangères⁷⁵ a appliquées au régime chinois d'aujourd'hui.

Je ne veux pas soulever les questions de politique intérieure de la Chine, les nôtres nous occupent suffisamment ; mais enfin, vous avez dit du régime actuel qu'il garantissait l'ordre et le calme.

Ah ! messieurs, si nous faisons le compte des milliers, des dizaines de milliers d'hommes qui, dans les deux camps de la Chine, qui est en pleine guerre civile, ont succombé, et

75. Le radical Gaston Doumergue (1863-1937), en même temps président du Conseil depuis le 9 décembre précédent. C'est, après les gouvernements « de combat » Briand et Barthou de 1913, un gouvernement relativement plus à gauche, ménagé par les socialistes qui se sont abstenus lors du vote de confiance initial.

souvent par des moyens atroces, je crois qu'il serait impossible d'employer ces mots de calme, d'ordre et de tranquillité, mais je suis bien obligé de dire que si la France a été un moment tranquille au lendemain du 2 décembre⁷⁶, peut-être y a-t-il dans les procédés par lesquels le chef de l'État chinois a réalisé ce que vous appelez le calme et l'ordre, quelque chose qui peut troubler notre conscience et notre raison.

Qu'il ait subtilisé la République chinoise, je ne veux pas élever sur ce point des controverses et des griefs ; mais il est allé plus loin : il a aboli ce régime représentatif que l'ancien régime, remarquez-le, avait accordé ; et, hier, il vient de briser jusqu'à ces assemblées provinciales où les hommes de l'ancien régime chinois les plus timorés avaient vu cependant le moyen de préparer en Chine le mouvement, l'éducation de l'opinion publique. Mais, s'il a pu le faire, c'est parce qu'un consortium financier lui a fourni des fonds.

76. Jaurès s'adresse à ses collègues républicains, parmi lesquels reste vivace le souvenir du coup d'État du 2 décembre 1851 par Louis-Napoléon Bonaparte.

La république chinoise, le vrai parti républicain chinois, a été écrasé par les armées de Yan-Shi-Kai⁷⁷, mais [aussi] par l'or des financiers européens (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*) et nous avons fourni notre part. Et, si je suis bien renseigné, si certains journaux financiers ne me trompent pas, si des renseignements qui me sont venus récemment de sources que je crois très sûres ne sont pas inexacts, un emprunt important de 160 à 180 millions se prépare, pour une date très prochaine, sur notre marché, pour permettre la dictature, qui s'est établie par la terreur et le coup d'Etat, de s'installer définitivement en Chine.

Nous ne demandons pas qu'on intervienne, qu'on fasse des remontrances, mais est-il prudent, est-il noble et juste, est-il sage, pour la République française, de contribuer officiellement à l'écrasement du premier mouvement de liberté qui s'est produit là-bas, dans des pays que l'on était

habitué à considérer comme des pays de tradition immobile ? Quand notre peuple a réclamé la liberté, on trouvait alors, aussi, qu'il était chimérique, et s'il y a chimère là-bas, c'est une contagion de la nôtre. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Voilà pourquoi, de même que je demande que nous ne mettions pas nos ressources financières au service de certaines puissances balkaniques, tumultueuses et effervescentes, mais seulement, là-bas, dans l'orient de l'Europe, au service de la paix, je demande que nous ne portions pas les ressources de la France et, avec son argent, sa responsabilité morale, à une politique qui se traduirait là-bas par l'écrasement définitif de la liberté. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

77. Yuan Shikai (1859-1916), militaire chinois depuis longtemps influent à la Cour impériale, joua un rôle dans l'échec du mouvement réformateur de 1898. Dernier Premier ministre du régime impérial (1911) et président de compromis de la République chinoise (1912-1915) avant de tenter sans succès un rétablissement à son profit de l'Empire (1915-1916).

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-029-8

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achévé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois

OCTOBRE 2011

Gilles Candar

Jaurès et l'Extrême-Orient

Vers 1900, vu de France, l'Extrême-Orient suscite toutes les convoitises, avec la colonisation de l'Indochine, toutes les ambitions, avec le partage espéré de la Chine, toutes les angoisses avec le « péril jaune » et la montée en puissance du Japon.

Gilles Candar nous montre comment Jaurès affirme l'universalité des valeurs de la civilisation, reconnaît les droits des peuples asiatiques et défend les colonisés : l'Internationale est l'avenir de l'humanité.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-029-8

9 782362 440298 6 €

